



Séminaire international de recherche

« LA GOUVERNANCE DANS LES STATUTS D'AUTONOMIE : INSTITUTIONS ET MÉCANISMES »

Palais des Nations (Salle XXII), Genève, 22 mars 2012, de 13h00 à 15h00

Présentation

Le **11 avril 2007**, le Royaume du Maroc a présenté au Secrétaire général des Nations Unies un document intitulé "Initiative marocaine pour la négociation d'un statut d'autonomie de la Région du Sahara" en vue de mettre un terme à l'impasse des négociations sur le statut du Sahara occidental¹. Afin de promouvoir la discussion sur certains aspects de cette proposition, le Maroc a pris l'initiative, entre autres, de deux séminaires académiques internationaux :

- L'un le **6 octobre 2009** à Genève avec le Centre de Politique de Sécurité de Genève (GCSP), qui en a publié une synthèse dans son *Geneva Paper No. 12*² ;
- L'autre les **21-22 février 2011** à Dakhla, au Maroc, sur les dimensions des droits humains et de la démocratie dans l'Initiative marocaine, dont les résultats ont été présentés lors d'une table ronde le 17 mars 2011 en marge de la réunion de Conseil des Droits de l'Homme à Genève et ont été publiés par le Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération du Maroc.

Le séminaire organisé le **22 mars 2012** poursuit le même objectif : promouvoir l'importance de l'Initiative marocaine comme un modèle sans précédent de gestion de l'autonomie dans le contexte de l'Afrique du Nord mais susceptible de servir de référence dans d'autres pays du Sud. Ce séminaire offrira une occasion de comparer les pratiques actuelles dans certains territoires ou régions autonomes avec les institutions proposées dans l'Initiative marocaine. Il est important de noter que les négociations internationales sur le statut du Sahara occidental sont menées au sein des Nations Unies et que ce séminaire ne vise pas à apparaître comme un substitut de ces négociations.

Le Maroc organisera également le **4 juin 2012** un autre séminaire international consacré à « La gestion des ressources naturelles dans les statuts d'autonomie ». Les contributions à ces deux séminaires de 2012 seront publiées par le Maroc.

¹ Voir: Nations Unies, Document S/2007/206 du 13 avril 2007 (disponible à : <http://daccess-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N07/307/49/PDF/N0730749.pdf?OpenElement>)

² L'autonomie peut-elle satisfaire le droit à l'autodétermination ?", *Geneva Paper No. 12*, 2010 (<http://www.gcsp.ch/Resources-Publications/Publications/GCSP-Publications/Geneva-Papers/Conference-Series/L-autonomie-peut-elle-satisfaire-le-droit-a-l-autodetermination>)



Programme

- 13h00 –13h15 Introduction par le Président du Séminaire : Professeur **Bertrand Mathieu**, Professeur à l'Ecole de droit de la Sorbonne Université Paris I : « *Le projet marocain d'autonomie de la Région du Sahara* »
- 13h15 – 14h15 Présentation des statuts d'autonomie régionale :
- Aceh : Dr **Mawardi Ismail**, Maître de conférences, Faculté de Droit, Université Syiah Kuala, Bandar Aceh (Indonésie) : « *Le MoU d'Helsinki et la Loi sur la gouvernance d'Aceh : analyse comparative avec l'Initiative sur l'autonomie du Sahara* »
 - Catalogne : Professeur **Eliseo Aja**, Professeur de droit constitutionnel à l'Université de Barcelone : « *L'expérience de l'autonomie de la Catalogne pour la Région du Sahara* »
 - Groënland : Dr **Lise Lyck**, Professeure associée et directrice du Centre de Gestion du Tourisme et de la Culture, Ecole de commerce de Copenhague : « *Le développement du modèle d'autonomie du Groënland et sa pertinence pour le statut d'autonomie de la Région du Sahara* »
 - Nouvelle-Calédonie : Mme **Carine David**, maître de conférences, Université de Nouvelle-Calédonie, Nouméa : « *L'initiative marocaine pour la Région du Sahara vue par le prisme du statut d'autonomie de la Nouvelle-Calédonie* »
 - Porto Rico : Professeur **Efrén Rivera-Ramos**, professeur de droit, Faculté de droit de l'Université de Porto Rico : « *Le statut politique de Porto Rico : principales caractéristiques et comparaison avec l'Initiative marocaine* »
- 14h15 – 14h45 Discussion
- 14h45 – 15h00 Conclusions : Professeur **Bertrand Mathieu**



BIOGRAPHIES DES CONFÉRENCIERS

Eliseo AJA

Eliseo Aja est né à Santander, en Espagne, en 1946. Il a étudié le droit à l'Université de Valladolid, a obtenu son Doctorat en 1973 à l'Université autonome de Barcelone, et est professeur de Droit constitutionnel à l'Université de Barcelone depuis 1983. Il a dirigé le Rapport des Communautés autonomes, et a été l'auteur de l'évaluation générale par laquelle débute chaque volume annuel de 1989 à 1998. Il a été Directeur de l'Institut de Droit public de Barcelone de 2001 à 2009. Il a été membre de plusieurs Commissions consultatives sur les réformes constitutionnelles et législatives concernant spécialement la régionalisation dans des pays d'Europe et d'Amérique latine. Il a aussi été désigné par le Parlement espagnol comme expert du Comité pour la Réforme constitutionnelle du Sénat espagnol (1995) et du Sous-comité pour l'Evaluation de l'Application de la Loi sur l'Immigration (2001). De même, il a participé comme expert aux travaux du Parlement de Catalogne et d'autres assemblées législatives autonomes. En 2005, il a été élu Président de l'Association des Constitutionnalistes d'Espagne (2005-2008) et en 2009 a été nommé Président du Conseil des Garanties juridiques de Catalogne par le gouvernement catalan. Il a notamment publié : *Democracia y socialismo en el siglo XIX español* (Madrid, Edicusa, 1976) ; *Constituciones y periodos constituyentes en España (1808-1936)* avec J. Solé Tura (Madrid, Siglo XXI, 1977) ; *El sistema jurídico de las Comunidades Autónomas* (Madrid, Tecnos, 1985) ; *Las tensiones entre el Tribunal Constitucional y el Legislador* (Barcelona, Ariel, 1998) ; *El Estado autonómico. Federalismo y hechos diferenciales* (Madrid, Alianza, 1999-2003) ; *Veinte años de inmigración en España* (Barcelona, Cidob, 2006) ; *Informe sobre las autonomías* (avec J. Tornos) (Madrid, 1988) ; *El futuro de las autonomías territoriales* (avec L. Martín Rebollo) (Santander, 1991) ; *Riforma delle autonomie regionali* (avec G. Rolla) (Torino, 1995) ; *Federalism and Civil Societies* (avec J. Kramer & H.P. Schneider) (Baden-Baden, 1999) ; *Dimensions of Local and Regional Democracy* (avec J. Loughlin) (Oxford University Press, 2011) ; *Comparative Study of European Union Member States Immigration Legislation with Special Reference to Exclusion and Administrative Detention* (avec B. Nacisbene) (Giuffrè, 2001).

Carine DAVID

Le Dr. Carine David est, depuis 2008, Maître de Conférences en Droit public à l'Université de la Nouvelle-Calédonie. En 2007-2008, elle était Post-doctorante au Laboratoire de Recherches juridiques et économiques à cette Université, et en 2006 Post-doctorante au Centre d'études et de recherches de science administrative (CERSA) (CNRS/Université Paris 2 Assas) sur le thème : « Le partage de compétences en Nouvelle-Calédonie – l'exemple du droit de l'environnement ». Elle est titulaire du Prix spécial du jury du prix de thèse du Groupement de Recherches sur l'Administration locale en Europe (GRALE). Elle a obtenu en 2005 son Doctorat en droit public à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne (Centre de Recherche en Droit constitutionnel (CRDC) avec une thèse sur « La loi du pays calédonienne, témoin de la mutation de l'Etat unitaire français ». En 2004-2005, elle a été Attaché temporaire d'enseignement et de recherche (ATER) et en 1999-2003 Chargée d'enseignement au Département Droit-Economie-Gestion de l'Université de la Nouvelle-Calédonie. Depuis 2006, elle est formatrice à l'Institut de Formation des Personnels administratifs de Nouvelle-Calédonie (IFAP).

Elle a notamment publié : « Le rôle du juge constitutionnel dans la détermination de la portée du droit à l'environnement - Approche comparée », in *Changements environnementaux globaux & Droits de l'Homme*, Université Paris 13 (2012) ; « Les singularités humaines : les recensements pour quoi faire ? » : in *Destins des collectivités politiques d'Océanie*, PUAM (2011) ; « New Provincial Environmental Legislation in New Caledonia : Continuity and Reform in Environmental Governance in a French Pacific Territory », avec Pepe Clarke, *Asia Pacific Journal of Environmental Law*, n° 13 (2011) ; « La loi du pays calédonienne - Eléments juridiques et politiques », L'Harmattan (2011) ; « Quel bicamérisme pour la Nouvelle-Calédonie ? », in *Le droit constitutionnel calédonien*, LARJE (2010) ; « La question prioritaire de constitutionnalité à l'égard des dispositions d'une loi du pays de Nouvelle-Calédonie », *Revue Juridique, politique et économique de Nouvelle-Calédonie*, n° 15, 2010/1 ; « La nécessaire évolution des concepts juridiques pour une protection réaliste de la biodiversité en Nouvelle-Calédonie », *Ethnopharmacologia* (2010) ; « Réflexions sur l'intégration de la coutume autochtone dans



l'élaboration de la norme à partir du cas de la Nouvelle-Calédonie », in *L'intégration de la coutume dans l'élaboration de la norme environnementale – Eléments d'ici et d'ailleurs*, Bruylant (2011) ; « L'expérience calédonienne de répartition des compétences, voie à suivre ou modèle spécifique ? », in *Les transferts de compétences de l'Etat aux collectivités locales*, L'Harmattan (2009) ; *Essai sur la loi du pays calédonienne – La dualité de la source législative dans l'Etat unitaire*, L'Harmattan (2008) ; « Pour une approche renouvelée du droit français de la domanialité publique », *Les Petites Affiches*, n° 165 (2007) ; « Le partage de la compétence environnementale en Nouvelle-Calédonie », *Revue Juridique de l'Environnement* (2007) ; « Le pouvoir réglementaire d'organisation du service : une jurisprudence toujours en mouvement », *Droit administratif* (2006) ; « La loi du pays sur le régime unifié d'assurance maladie-maternité de Nouvelle-Calédonie », *Revue Juridique Politique et Economique de Nouvelle-Calédonie*, n° 2003/1.

Mawardi ISMAIL

Le Dr Mawardi Ismail, S.H., M.Hum, est né à Aceh (Indonésie) en 1951. Il est actuellement professeur à la Faculté de Droit de l'Université Syiah Kuala d'Aceh. Il a été diplômé de la Faculté de droit islamique (IAIN) d'Ar-Raniry en 1973 (B.A.), de la Faculté de Droit de l'Université Syiah Kuala d'Aceh en 1978 (S.H.) et de la Faculté de Droit de l'Université de Nord-Sumatra à Medan en 2002 (M.Hum). Il a été Doyen de la Faculté de Droit de l'Université Syiah Kuala d'Aceh de 2005 à 2009, maître de conférence à cette Faculté depuis 1977, Membre du Parlement d'Aceh de 1992 à 1999, Vice-Doyen III de la Faculté de Droit de l'Université Syiah Kuala d'Aceh de 1986 à 1992. Il a aussi été Chef de la succursale de HMI à Bandar Aceh (1977-1978), Secrétaire du KNPI Aceh (1983-1988), Vice-Secrétaire du DPD Golkar Aceh (1988-1992). Parmi ses autres emplois figurent : Membre du Groupe de Travail du Gouverneur d'Aceh (1988-1992) ; Expert du Parlement d'Aceh (2000) ; Expert du Gouverneur d'Aceh (2001) ; Expert du DPRD Aceh (2006-2009) ; Coordonateur des Experts du Comité spécial XVIII du DPRD Aceh (2005) ; Expert de l'Equipe de Relations extérieures du RUUPA au DPRD Aceh (2006) ; Auteur et membre de l'équipe préparatoire du Projet de Qanun pour les élections locales de 2002 (IRRI Jakarta) ; Membre de l'Equipe pour l'Amendement No. 2 au Qanun en 2004 (gouvernement d'Aceh) ; Consultant juridique pour KIP Aceh (2006, 2011-2012) ; Chef de l'Equipe juridique et Assistant de l'Equipe du Gouverneur d'Aceh (2008-2009) ; Chef d'Equipe pour la Justice transitionnelle du PNUD (2009) ; Conseiller technique du Projet LARC, Muslim Aid (2008-2009) ; Consultant pour GTZ PASNAD (2008) et AGSI-GTZ (2009-2010) ; orateur à de nombreux séminaires à Banda Aceh, Medan et Jakarta. Parmi ses recherches figurent : "The Agreement on Profit Sharing in Agriculture and the Fisheries Sector in Aceh Besar" (2002) ; The "Special Autonomy Law" (World Bank/ADB, 2003) ; "Indonesian Rapid Decentralization Appraisal" (IRDA), The Asia Foundation, Jakarta (2003-2004) ; "Local Political Parties in Indonesia – the Aceh Test Case", AIGRP-The Australian National University, Canberra (2009). Il a publié de nombreux ouvrages et articles, parmi lesquels : "Executive-Legislative Relation in Local Government" (2005) ; "Women and Peace in Legal, Human Rights, and Government Policy Perspectives" (2005) ; "The Law on the Governing of Aceh for Problem Solving" (2006) ; "Women's Political Role in the Draft UUPA" (2006) ; "Several Notes on Qanun No. 2/2004 Amendment" (2006) ; "The Future of Women's Political Role" (2007) ; "Local Regulations/Qanun Position and its Trial Mechanism in the Aceh Government" (2006) ; "The Authority of the Sharia Court to Try Civil Crimes Committed by Military Officials", (2006) ; "Management of Post-Tsunami Natural Resources and Environment and Planology in Aceh: Suggestions to RUUPA" (2006) ; "Acehnese Women in Legal Perspectives (2007).

Lise LYCK

Lise Lyck est la Directrice du *Centre for Tourism and Culture Management (TCM)* de la *Copenhagen Business School* depuis 2003, et une économiste à l'Université de Copenhague. Jusqu'en 1984, elle a été chef de section à *Statistics Denmark*, chargée des statistiques de prix et de revenus et des modèles macro-économétriques. Elle a élaboré la première comptabilité nationale du Groënland. Elle est experte en modèles d'autonomie, en particulier ceux liés aux possessions historiques du Danemark (Slesvig-Holstein, Islande, Iles Féroé et Groënland) ainsi qu'à l'autonomie des Iles Åland et aux modèles appliqués au Canada. Elle a été membre de la Commission scientifique du Groënland pendant 8 ans, chargée de la recherche en sciences sociales. Elle a dirigé des projets internationaux de recherche concernant l'Arctique. Sa liste de



publications comprend plus de 200 titres, parmi lesquels : “Regionalization Experiences from Overcoming the Missing Links of Europe”, in *The Role of Regions*, Herrschel, Tassilo, Tallberg, Pontus (eds.), Kristianstads Boktryckeri, Sweden (2011); *Government and Governance Development in Greenland* (2009); “Gouvernement et développement de la gouvernance au Groenland”, *Telescope* Vol. 15 no3 automne, Université du Québec (2009); *Creative Industries, Youth Entrepreneurship and Tourism as Development Factors for the Baltic Sea Region and Barents Region*, St. Petersburg, Russia (2009); “On Arctic Regionalisation” Frederiksberg : Copenhagen Business School. Center for Tourism and Cultural Management (2009); “On Arctic Regionalisation”, contribution to book on regionalisation, Aalborg University (2009); “Air Routes”, “Economic Development”, Economic Policy”, “Greenland Technical Organization (GTO)”, “Mining”, “Trade” and “Transport” in Mark Nuttal (ed.): *Encyclopedia of the Arctic*, Routledge (2005); “The Faroe Islands: The Birth of a New Microstate?,” in Clive Archer and Pertti Joenniemi (Eds.): *The Nordic Peace*, Ashgate Publishing Limited, Aldershot England (2003); “Greenland and the Challenges for the Danish Realm”, in Clive Archer and Pertti Joenniemi (Eds.): *The Nordic Peace*, Ashgate Publishing, Aldershot England (2003); “Cultural Tourism: A New Selling Point for Faroese Tourism?”, Nordic Council Culture Tourism Conference in the Faroe Islands, (2003); “Arctic Economies and Globalisation” in *North Meets North, Northern Research Forum*, Stefansson Arctic Institute and University of Akueyri, Iceland (2001); “Greenland and Arctic Economic and Political Issues”. *Nordic Press* (2001); “Regions and Regionalisation as Strategic Instruments for a Peaceful Co-existence”, *Regional Contact*, XIII, No. 14, (1999); “Arctic International Trade - A Study Focused on the Greenlandic International Trade”. *New Social Science Monographs* (1999); “Dependency, Autonomy, Sustainability in the Arctic”, in *Sustainable Development for Post-Sovereign Small Economies*, Ashgate Publishing (1999); “External and Domestic Environment for Industrial Strategies and Management in Greenland”, in *Development in the Arctic*, Tom Greiffenberg, Dansk Polarcenter, Copenhagen (1999); etc.

Bertrand MATHIEU

Le professeur Bertrand Mathieu, professeur à l’Ecole de Droit de la Sorbonne-Université Paris I, est Président de l’Association française de droit constitutionnel. Il est membre du Conseil supérieur français de la Magistrature. Il dirige le Centre de recherche de droit constitutionnel de l’Université Paris I. Il est aussi membre du Comité de direction de l’Organisation européenne de droit public. Il a été membre de la Commission de réflexion sur le statut pénal du Chef de l’Etat et du Comité de réflexion et de proposition sur la modernisation et le rééquilibrage des institutions de la V^e République française. Il est l’auteur de nombreux ouvrages et articles de droit constitutionnel, et relatifs aux droits et libertés fondamentaux, notamment en matière de « bioéthique ». Parmi ces ouvrages : *La bioéthique* (Dalloz 2009) ; *La loi* (Dalloz, 2010) ; *Contentieux constitutionnel des droits fondamentaux* (en coll.) (LGDJ, 2002) ; *Institutions politiques et droit constitutionnel* (manuel de Ph. Ardant) (LGDJ, 2010) ; *Cinquantième anniversaire de la Constitution française* (dir.) (Dalloz, 2008). Il est également Directeur de la Revue *Constitutions* (éd. Dalloz) et membre du Comité scientifique de la *Semaine juridique* (JCP), édition générale.

Efrén RIVERA-RAMOS

Le Dr Efrén Rivera Ramos est professeur de droit à l’Université de Porto Rico. Il a été Doyen de la Faculté de Droit de 2001 à 2007. Il enseigne actuellement le droit constitutionnel, la jurisprudence, le droit et la culture ; il a été chargé de cours et de séminaires en sociologie du droit, sur les professions juridiques, le droit et les changements sociaux, la preuve, la souveraineté dans la Constitution américaine et le développement du droit constitutionnel américain en fonction de l’expansion territoriale des Etats-Unis. Il a été professeur invité à l’Université de Yale, l’Université d’Ottawa, l’Université Pompeu Fabra de Barcelone et l’Université autonome de Barcelone. Né et éduqué à Porto Rico, le Dr Rivera Ramos a obtenu une licence en Sciences politiques et un doctorat en droit de l’Université de Porto Rico, un master en droit (LLM) à Harvard et un doctorat en droit à l’Université de Londres (University College). Il a travaillé comme journaliste, a publié de la poésie, a pratiqué et enseigné le droit pendant plus de 30 ans et a présenté des conférences sur de multiples sujets à Porto Rico, aux Etats-Unis, en Europe et en Amérique latine. Il publie actuellement une chronique mensuelle dans un



journal en espagnol de Porto Rico. Il est un expert reconnu des aspects juridiques, politiques et sociologiques de la relation complexe entre les Etats-Unis et Porto Rico. Il est l'auteur de *The Legal Construction of Identity: The Judicial and Social Legacy of American Colonialism in Puerto Rico* (Washington, DC: APA Books, 2001). Parmi ses contributions à des ouvrages collectifs figurent entre autres : "Self-Determination and Decolonization in the Society of the Modern Colonial Welfare State," in *Issues Of Self-determination* (William Twining, ed.) (Aberdeen, Scotland: Aberdeen University Press, 1991); "Deconstructing Colonialism: the 'Unincorporated Territory' as a Category of Domination", in *Foreign in a Domestic Sense: Puerto Rico, American Territorial Expansion and the U.S. Constitution* (Christina Duffy Burnett & Burke Marshall, eds.) (Durham, NC: Duke University Press, 2001) ; et "The Political Status of Puerto Rico: The Long Term Effects of American Expansionist Discourse", in *The Louisiana Purchase and American Expansion, 1803-1898* (Sanford Levinson & Bartholomew H. Sparrow, eds.) (Rowman and Littlefield Publishers, Inc., 2005).